



Bulletin

UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE

N°749
Novembre 2019



32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 09 65 54 - e-mail : accueil@cgtisere.org - site : ud38.reference-syndicale.fr

SOMMAIRE

2

LUTTES

- École et santé publiques, les femmes mobilisées pour les conserver
- Pourquoi l'hommage aux manifestants.es du 17 octobre 1961 ?

3-4

VIE SYNDICALE

- Réflexions sur le combat syndical
- Agenda
- Congrès Tredi

5

SOCIÉTÉ

- Mais de quel bois se chauffe-t-on ?
- Eustache et Oslaid

6

SOCIÉTÉ

- Réforme des Retraites
- 8 Oct. mobilisation des retraités

7

INTERNATIONAL - Grèce

- Exarcheia, un quartier en lutte



Suivez-nous sur facebook : www.facebook.com/CGT38/



@cgt_38_Isere

nouveau site internet :
ud38.reference-syndicale.fr

Directeur de la publication :
Nicolas BENOIT
Imprimé par nos soins - Prix 2€

N° CPPAP
0221 S 05444
I.S.S.N. 1154-6670



ÉDITO

LE BUDGET 2020 NE SERA NI SOCIAL NI ÉCOLOGIQUE

En 2018, le gouvernement Macron a terminé de détruire notre Code du travail.

En 2019 il s'attaque à notre protection sociale. Cinq grandes réformes viendront modifier en profondeur notre système, notamment au travers des trois principales : santé, retraite, Fonction publique.

Sans surprise, le budget 2020, en discussion au parlement cet automne, vient confirmer le cadre de ces transformations.

Les politiques d'austérité sont amplifiées et sont exactement les mêmes que celles menées par Thatcher en Angleterre dans les années 1980 avec les mêmes conséquences :

- ✓ destruction de l'État social ;
- ✓ destruction des caisses de solidarité ;
- ✓ financement de la hausse des revenus des plus riches (Flat Tax, baisse de l'impôt sur les sociétés, CICE transformée en baisse permanente des cotisations...).

La rhétorique du trou de la Sécurité sociale, crée volontairement, est amplifiée pour justifier des coupes budgétaires et transformer le système.

Face au 1,3 % d'inflation, les dépenses sociales n'augmenteront que de 0,3% au détriment des plus vulnérables. Ajoutons à cela la décision de baisser de 2 milliards d'euros par an les dépenses liées à l'assurance chômage.

4,2 milliards d'économies sont visées pour 2020 dans le secteur de la santé, dont plus d'un milliard concerne les hôpitaux. Voilà la réponse de Macron aux 6 mois de grève des personnels des urgences dans nos hôpitaux.

Un seul mot : **MEPRIS !**

Que dire du budget des crédits alloués à l'environnement : une hausse de 800 millions d'euros, soit 0,03% du PIB. C'est deux fois moins que l'augmentation



du budget de la défense qui est de 1,7 milliards. Rappelons que l'exonération totale de cotisations, qui désormais ne seront plus compensées par l'État, représente la bagatelle de 66 milliards d'euros !

Un seul mot : **IRRESPONSABLE ou CRIMINEL.**

Dans ce contexte, la colère s'amplifie, les effets de communication ne font plus effet. La résistance s'organise. La volonté de se rassembler pour être plus nombreux à combattre ces mesures s'exprime et se traduit concrètement dans les faits.

A titre d'exemple, toutes les caisses nationales de Sécurité sociale, sans exception, ont massivement et à la majorité, rejeté le budget.

Dans le domaine de la santé, suite aux annonces budgétaires, l'ensemble des syndicats, rejoints par les associations de défense et les collectifs en lutte (inter-urgence, psychiatrie...) soit 11 organisations au total, appellent ensemble à une journée morte dans la santé, avec grève et manifestation, le 14 novembre afin d'exiger la revendication commune d'un Objectif National de Dépenses d'Assurances Maladie, ONDAM, à 5% (au lieu de 2,3%) pour plus de moyens, plus de personnels et plus de salaire.

La lutte pour nos retraites commence dès à présent en exigeant une politique budgétaire répondant aux besoins des travailleurs et de leurs familles.

Mobilisons-nous toutes et tous pour que la journée du 5 décembre fasse battre en retraite le gouvernement. La réforme sévit, la retraite se vit !

Et si l'automne devenait printemps....

Pascal Dupas
CGT santé



École et santé publiques, les femmes mobilisées pour les conserver

À la Fête de l'Humanité, l'organisation Femmes Égalité, avait organisé un débat «*École publique, santé publique, les femmes mobilisées pour les conserver*».

Femmes Égalité avait soutenu la lutte des parents d'élèves et des enseignant.es d'une école d'un quartier populaire de la Courneuve (93) en mars-avril 2019.

Face à la dégradation de l'école, deux parents d'élèves, élues au conseil d'école, et une responsable syndicale ont décrié leur travail de conviction pour expliquer le danger de la loi Blanquer.

NON au regroupement de plusieurs écoles au sein d'un collège (établissements des savoirs fondamentaux).



La mobilisation s'est organisée autour de réunions publiques, grèves des enseignant.es, manifestations nationales (les 30 mars et 18 mai), et journées «écoles désertes»... Les enseignant.es «empêché.es» d'entrer dans l'école n'ont pas

perdu leur salaire pendant ce temps. Les parents pouvant prendre des congés, des RTT, aménager leur temps de travail, gardaient les enfants des autres. En particulier des mères travaillant dans le commerce, l'aide à la personne, le nettoyage. Une grande solidarité s'est créée entre les parents et les enseignant.es.

La directrice de l'école a expliqué, lors de ce débat, le recul du ministre Blanquer sur la question du directeur d'école unique. Il n'avait jusque-là jamais reculé en deux ans. Cette victoire était à mettre sur le compte des mobilisations et de l'unité des parents/enseignant.es.

Les parents ont montré à leurs enfants l'importance de s'investir pour défendre l'école. C'était un exemple de démocratie.

L'école doit rester un service public de qualité, en particulier dans les quartiers populaires.

Christiane Le Gouguec
CGT et Femmes Égalité



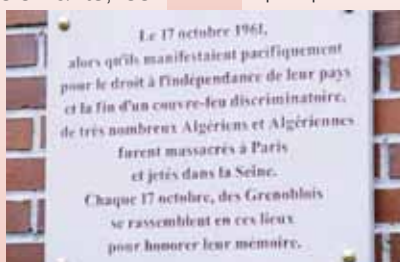
Pourquoi l'hommage aux manifestant.es du 17 octobre 1961 ?

Alors qu'un couvre-feu raciste est imposé en région parisienne aux «Français musulmans algériens», le Front de Libération Nationale (FLN) appelle les Algériennes et les Algériens à manifester massivement et sans arme, pour dénoncer ce couvre-feu et affirmer le droit du peuple algérien à l'indépendance. Face à cette manifestation pacifique, où beaucoup étaient venus endimanchés, en famille avec leurs enfants, les forces de police ont répondu avec brutalité à coups de matraques, à coups de crosse, fusillades, des manifestants sont jetés par-dessus les ponts de la Seine. Entre 200 et 400 morts, on ne saura jamais le nombre exact. Cette répression fut commise sous les ordres du préfet de police Maurice Papon, qui fut condamné en 1998 pour complicité de crime contre l'humanité pour des actes commis entre 1942 et 1944.

Après ce tragique octobre 1961, une chape de plomb s'est abattue sur ce massacre, jamais mentionné ou enseigné. Il a fallu le travail courageux d'historiens

et de collectifs militants, des manifestations obstinées pour que cette chape se fissure.

Le 17 octobre 1961 a une portée toute particulière. Il s'inscrit dans le cadre de la guerre d'Algérie, une lutte contre l'ordre colonial et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.



C'est une protestation contre une politique discriminatoire et xénophobe. Il s'agit d'une répression violente contre une manifestation. Autant de raisons qui rattachent les manifestant.es du 17 octobre à nos combats actuels. Le 17 octobre 1961 n'est pas un moment du passé figé dans l'ambre, c'est un événement qui nous parle encore

avec force. **Chaque année à Grenoble, nous rendons hommage aux victimes avec un rassemblement et des roses sont jetées dans l'Isère.**

Mariano Bona
Retraité de St Microelectronics Grenoble

Réflexions sur Le combat syndical

Pourquoi une politique d'une telle violence, dans tous les domaines, imposée avec tant de répression, d'atteintes au droit de manifester, à celui de s'informer ?

Macron est, certes, un personnage arrogant et méprisant vis-à-vis du monde du travail et des couches populaires, mais ceci est insuffisant pour expliquer cela. Il est avant tout le président du grand patronat et des grandes fortunes, dont il met en œuvre la politique, avec ténacité et esprit de suite.

Le système capitaliste impérialiste est en crise profonde ; pour tenter d'en sortir, il a recours aux recettes néolibérales visant la casse de tous les conquies sociaux. Il s'agit pour les grands groupes (les monopoles) de toutes les branches de l'économie de rester compétitifs, de conserver un taux de profit le plus haut possible, dans un contexte de concurrence acharnée entre eux, au niveau national, de l'UE comme au niveau international.

D'où, l'abaissement du prix de la force de travail, autrement dit, des salaires directs comme indirects, d'où le «travailler plus», d'où les restructurations et les licenciements. D'où le transfert aux grands groupes de l'argent consacré aux services publics, à la protection sociale, aux retraites. Avec comme conséquence, davantage de pauvreté et de précarité et pour ceux qui produisent les richesses de moins en moins de possibilité d'acheter ce qu'ils produisent.

Le capital ne peut réaliser ses profits que si les marchandises produites sont achetées : contradiction insoluble du système capitaliste en crise.

Les tensions entre les monopoles, entre les États atteignent un niveau inédit : guerre économique et commerciale et guerres tout court (comme la France, en Afrique, sous couvert de combattre le «terrorisme»), pour conserver zones d'influence, marchés, sources d'approvisionnement en matières premières et ressources naturelles, pour en conquérir de nouveaux. D'où, le fait que l'économie des pays impérialistes se concentre de plus en plus sur la fabrication d'armements et sur leur exportation.

Face aux attaques de plus en plus violentes dans tous les domaines de nos vies, de plus en plus de monde pense qu'il faut «changer la société». À la CGT, on le dit, on l'écrit.

Question : peut-on moraliser, humaniser le système capitaliste pour qu'il réponde aux besoins et aspirations du plus grand nombre ? À l'évidence, non, car les véritables décideurs, ceux qui dominent la société et régissent nos vies, qui saccagent et polluent la planète et chamboulent le climat, ce sont les grands groupes économiques, les banques et compagnies d'assurances à leur service. Ils sont propriétaires des moyens de production, des circuits de distribution des marchandises, des grands media...et ils comptent le rester ! L'État, son appareil répressif et militaire qui, sans cesse, se renforce, sont formatés pour les servir, pour assurer la défense, coûte que coûte, du système

basé sur l'exploitation du Travail par le Capital et sur la domination de pays entiers.

Est-ce à dire que nos luttes contre la dégradation accélérée de nos conditions de travail et de vie, celles pour développer la solidarité avec ceux qui se battent dans d'autres secteurs et dans d'autres pays, seraient inutiles ?

Absolument pas ! Elles freinent la régression, il y a tout intérêt, au contraire, à les amplifier; à travers nos luttes, grandit la conscience que c'est le système capitaliste et l'État à son service qu'il faut renverser, si l'on veut bâtir une société nouvelle répondant aux besoins du plus grand nombre, besoins de justice sociale, de démocratie, de paix entre les peuples.

Jacques Faure,
Syndicat CGT multi professionnel
des retraités du bassin grenoblois

agenda cgt

✓ **ÉLECTIONS MSA :**
dépôt des listes le 15 Nov.

✓ **CONGRÈS DE L'UL
GRÉSIVAUDAN**
21 et 22 Novembre

✓ **JOURNÉE CONTRE LES
VIOLENCES FAITES AUX FEMMES**
Manif Grenoble
Samedi 23 Novembre

**JOURNÉE NATIONALE
DE MOBILISATION**
Jeudi 5 décembre

✓ **CONGRÈS DE L'UL
BOURGOIN-JALLIEU**
19 et 20 Décembre

✓ **CONGRÈS DE L'UL
VILLEFONTAINE**
Janvier 2020

✓ **CONGRÈS DE L'UL
GRENOBLE**
6 et 7 Février 2020



Interview d'Adrien Poirieux CGT Trédi par le Bulletin de l'UD (BUD)

BUD Avais-tu des attentes particulières en amont de ce Congrès ? Quel a été ton ressenti finalement ?

- créer officiellement le syndicat avec dépôt de statuts afin d'avoir une entité qui, juridiquement, peut saisir dorénavant les tribunaux dans l'intérêt de la défense des salariés ;
- organiser le fonctionnement du syndicat avec une CE et un bureau de pilotage ;
- rassembler les adhérents pour qu'ils apprennent à se connaître mais aussi qu'ils puissent rencontrer les représentants des différents structures de la CGT ;
- créer une section retraitée.

Les échanges et débats d'idées ont porté leurs fruits. Des réponses ont été apportées à ceux qui se questionnaient notamment sur la répartition et l'utilisation des cotisations.

BUD Vers quel plan de travail ton syndicat s'oriente-t-il pour les trois prochaines années ?

1- Consolider nos forces

- syndicalisation (en hausse) à poursuivre ;
- formations : s'y rendre au maximum de nos capacités ;
- faire évoluer nos syndiqués en militants ;
- proposer une candidature cadre aux prochaines élections.

2- Organiser les luttes

- maintien des appels systématiques à la grève pour tout appel confédéral et dans la mesure du possible aux appels fédéraux. **Objectif : 0 non appel à la mobilisation ;**
- participer aux actions coups de poing ;
- pour les élus : se rendre sur les piquets de grève des autres entreprises en lutte ;
- être présent à tout entretien avant sanctions disciplinaires- pour les élus proposer nos « services » auprès de tous les salariés concernés ;
- au niveau du CSE, nous pensons mettre en place une convention avec des avocats pour nous aider à gagner face à l'employeur.

3- Etre force de proposition

- toujours proposer des solutions alternatives qui vont dans le sens des salariés ;
- conquérir de nouveaux droits.

4- Continuer et développer notre participation à la vie du syndicat

Etre toujours représenté à un maximum de réunions à l'UL, l'UD, la Fédé.

5- Perspectives du procès amiante

Réunir des preuves et lancer la procédure en justice si nous en avons les capacités.

6- Recréer du lien social entre les salariés

Proposer des activités en groupe pour fédérer.

7- Assurer la continuité syndicale avec nos retraités

Créer une section syndicale retraitée semi-autonome en capacité d'aider les syndiqués actifs, de participer à la vie syndicale de l'UL.

8- Augmenter les cotisations pour atteindre le 1%

9- Maintenir un lien avec nos structures (UL, UD, Fédé)

S'appuyer sur leur savoir et leurs compétences pour grandir, mais aussi dans la mesure du possible les soutenir dans leurs activités pour le bien du syndicat et des salariés.

BUD Quel regard portes-tu sur l'activité de ton syndicat ? Qu'est-ce qui te motive à être un militant actif ?

Nous avons pris conscience de sa réelle force lors du mouvement de grève d'un mois, en d'octobre 2017.

Nous avons pu mesurer l'appui que nous pouvions avoir de la part des syndicats alentour, de l'UL, de la Fédé, de l'UD... Ainsi, à la suite de ce mouvement, nous sommes entrés plus activement dans ces structures, tout en participant à la vie syndicale.

Nous sommes dans une phase transitoire où nous devons composer avec notre vieille garde syndicaliste si je puis dire, avec un fonctionnement à l'ancienne, et des nouveaux qui impulsent de l'énergie.

Il faut trouver un équilibre et je crois que nous y sommes parvenus pour donner une nouvelle orientation tout en conservant aussi le savoir de nos aînés.

A titre personnel, ce qui me motive le plus à être très actif, c'est l'injustice sociale qui règne en France.

Je considère qu'on ne peut pas demander aux travailleurs, aux privés d'emplois, aux retraités de faire des efforts alors qu'en même temps on redistribue des richesses colossales à ceux qui devraient en premier lieu contribuer au fonctionnement de notre pays.

Le système que nous défendons à la CGT est fondé sur la solidarité or, nos gouvernants et patrons prônent de plus en plus l'individualisme et ce, au détriment des services publics, de notre système de santé et de notre environnement pour ne citer que cela.



Mais de quel bois se chauffe-t-on ?



Nous avons assisté cet été, lors du G7, à un magnifique exercice de diversion des plus hauts de nos représentants. Ainsi, la France donnait une leçon d'écologie au Brésil et s'alarmait de la déforestation.

Allait-on renoncer au traité avec le Mercosur ? Notre président blessé dans son orgueil aurait-il ouvert les yeux ?

Depuis cet été, la France continue de s'approvisionner en bois et pâte à papier d'origine brésilienne. Tandis qu'en France, les règlements et normes s'affichent et se superposent, il est aisé de trouver planches et meubles en provenance du Brésil dans les principales enseignes de bricolage. De bonnes et précieuses essences rares pillées dans la forêt amazonienne, mais surtout d'immenses plantations industrielles plus grandes qu'une ville, arrosées à l'engrais et prenant place de la végétation naturelle.

Dans le sud du pays, ces immenses plantations d'eucalyptus approvisionnent des papeteries (celles qui ont fermé en France

ces dernières années) situées en bordure de grands fleuves, rejetant allègrement une pollution inimaginable en Europe.

Mais rassurez-vous, tous ces produits bénéficient des précieux «labels», belle invention anglo-saxonne pour laver plus blanc que blanc.

Depuis cet été, de nouvelles décisions ont été prises pour diminuer le nombre de forestiers, à la fois en forêt publique, mais également en forêt privée, où le financement des conseillers forestiers financés jusque-là sur la Taxe sur le foncier non bâti, va être rabotée pour «rééquilibrer» les conséquences financières de la diminution de la Taxe d'habitation. La cure d'amaigrissement de l'ONF continue avec 1 500 postes en moins pour les cinq prochaines années, en priorité dans les secteurs les plus modestes. Pourquoi des gestionnaires quand on peut se fournir à bas prix ailleurs ?

Depuis cet été, l'accumulation des sécheresses, peut-être liées aux changements climatiques, commencent réellement à montrer des effets dévastateurs. Les forestiers, le monde rural, la jeunesse s'alarment, ne reçoivent aucune réponse des pouvoirs publics sinon que d'aller nettoyer les plages corses pour les uns, ou d'aller chercher des financements auprès de généreuses fondations pour les autres.



Depuis cet été, la spécialisation des espaces naturels continue en France. Les zones les plus touristiques, par exemple celles dévolues au VTT ou au trail autour des grandes agglomérations, bénéficient d'une communication verte intense d'élus locaux mettant en avant leur «fragilité», tandis que plus loin des regards, des landes au Morvan, c'est jusqu'aux souches qui sont extraites et broyées après de trop grandes coupes rases.

Etrange conception du développement durable et de la transition écologique...

Erick Salvatori
Syndicat de l'ONF



EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE

APRÈS AVOIR PASSÉ L'INTÉGRALITÉ DE SA CARRIÈRE À PIQUER DANS LA CAISSE, UN HOMME POLITIQUE A, MIRACULEUSEMENT, FINI PAR ATTEINDRE EN PRISON



LES MÉDIAS, FIDÈLES À LEUR IMMORALITÉ, ONT PLEURÉ SUR L'INHUMANITÉ DU TRAITEMENT RÉSERVÉ AU "GRAND HOMME"

1,80 M FACILE !

PERSONNELLEMENT, J'AI RÉPRIS 2 FOIS DU PASTIS



MAIS ?



BON, MAINTENANT ON ARRÊTE DE JOUER !!

UN HOMME POLITIQUE EN PRISON... EN FRANCE !!!

UN MEC DE DROITE QUI METTAIT TOUT À GAUCHE



RÉFORME DES RETRAITES : L'ENTOURLOUPE DU SIÈCLE

Le rapport du haut-commissaire J.-P. Delevoye, promu ministre chargé de la réforme des retraites, c'est la pédagogie de l'entourloupe. **L'objectif est de faire baisser le « coût » des retraites pour les employeurs et les dépenses publiques** au détriment de la presque totalité des bénéficiaires. Tous perdants, nous serons, et c'est bien là le problème. Il fallait donc habiller cette réforme d'un costume d'apparat en utilisant de grands mots aux connotations positives : équité, solidarité, simplicité, visibilité, pérennité financière... Mais ce qui se cache derrière est beaucoup moins positif. Voici quelques aspects de ce tour de passe-passe avec nos réponses.

Un système plus juste où un euro cotisé donne les mêmes droits ?

Oui, mais plus d'égalité c'est possible aussi avec le système actuel **en l'alignant par le haut !**

Un système plus solidaire qui redistribue des carrières complètes et ascendantes vers les carrières heurtées ou à faibles revenus, comme les femmes, qui seraient globalement mieux traitées du fait que chaque période indemnisée validerait des points ?

L'anomalie fondamentale est que la redistribution, selon le haut-commissaire, c'est **entre carrières complètes et précaires, mais jamais entre travailleurs. euses et détenteurs. rices de capitaux**, son rapport fait l'impasse totale sur la hausse des cotisations employeurs et sur le partage des richesses.

Un système qui renforce la capacité des usagers à anticiper et à choisir le moment de la retraite ?

Mais comment ? Alors que **la question du taux de remplacement**, élément essentiel de visibilité n'est pas abordée et que les affirmations selon lesquelles la valeur du point ne pourra pas baisser sont contredites tout au long du rapport.

Un système qui redonne confiance aux jeunes dans la répartition ?

Comment redonner confiance aux jeunes alors que ce sont eux, ceux né.es en 75/80, qui seront les plus touché.es par la réforme ? Les simulations réelles montrent que 98 % des futur.es pensionné.es verront à terme **leurs pensions baisser en moyenne de 15% !**

Il faut dénoncer haut et fort cette véritable escroquerie, c'est de notre avenir commun qu'il s'agit, ne les laissons pas détruire ce qui a été construit par les luttes. Une autre réforme est possible, plus juste, efficace socialement, permettant à tous et toutes de vivre dignement la dernière partie de la vie, dans une société qui respecte tous les âges. **Seul le rapport de forces pourra l'imposer.**

Le 5 décembre sera une étape décisive du «tous ensemble» pour la construction de celui-ci.

Patrick Brochier
Retraité ONF

RETRAITES

pour les plus petites pensions et une promesse d'augmentation pour tous avec indexation sur les prix en 2021.

Mais 2021 est encore loin et les retraités ne veulent pas des miettes. Ils ne demandent que la reconnaissance du travail de toute une vie.

Mardi 8/10/19, les retraités manifestaient en France et en Isère, pour la 10ème marche des retraités depuis l'élection de Macron : 600 à Grenoble – 150 à La Tour-du-Pin.

Nos actions, ont contraint ce gouvernement à céder 3 fois : baisse de la CSG pour une partie des retraités, une revalorisation des pensions 2019 mais seulement



Nos revendications peuvent et doivent être satisfaites !

De l'argent, il y en aurait suffisamment avec :

- le rétablissement de l'ISF : 4,5 milliards d'€
- l'imposition des dividendes des actionnaires : 10 Mds
- la fin du CICE + de 40 Mds en 2019

Les retraités revendiquent :

- ✓ La suppression de la CSG et des exonérations de cotisations sociales
- ✓ La revalorisation des pensions sur l'évolution des salaires avec rattrapage au 01/01/2020
- ✓ Un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète
- ✓ Le maintien et l'amélioration des réversions
- ✓ La prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la SECU
- ✓ L'embauche immédiate de 40 000 personnes pour les EHPAD et aides à domicile.
- ✓ Le maintien des régimes spéciaux de retraites.
- ✓ Dire non à la retraite à points qui toucherait aussi les retraités et baisserait les pensions pour tous.

**05
déc. MANIF**

Nous continuerons nos actions et une réunion nationale est déjà prévue le 18/10/19 pour en parler.

Yves RICHARD
Secrétaire départemental CGT retraités

GRÈCE

EXARCHEIA

un quartier en lutte



Ce 7 juillet, la droite conservatrice a remporté les élections anticipées intronisant Kyriakos Mitsotakis comme premier ministre. Ce dernier présentant son programme fourre-tout : suppression de la proportionnelle aux élections locales, l'abolition de «l'asile universitaire» qui limitait les possibilités d'intervention policière dans les facultés.

Le retour aux affaires de la droite austéraitrice en Grèce, signifie le bâton de la répression pour ses opposants et la carotte des cadeaux pour sa clientèle électorale. A cela, le «nettoyage» d'Exarcheia, promesse de campagne de cette droite, ouvre un nouveau terrain de chasse pour la gentrification.

Les forces gouvernementales ont lancé l'assaut avec une violence terrible fin août. Depuis, les affrontements sont quotidiens et les forces policières de l'état, aidées de milices fascistes, multiplient les agressions et les humiliations sexistes, racistes ou homophobes. **Heureusement, les militant.es résistent, contre-attaquent et la solidarité s'organise partout en Europe.**

Exarcheia, c'est le nom d'un triangle au cœur d'Athènes. Ce symbole de la résistance à l'austérité est une épine dans le pied de l'oligarchie grecque.



Depuis longtemps, le quartier et son école polytechnique forment la pointe des luttes antifascistes, de la résistance aux nazis pendant la guerre au combat contre Aube Dorée aujourd'hui, en passant par le soulèvement contre la dictature des colonels en 1973.

En 2008, ce quartier redevient le centre de l'attention alors que la crise et surtout l'austérité de la troïka, frappent la Grèce. La population s'enfonce dans la misère. Aube Dorée émerge avec ses ratonnades, ses meurtres... sans oublier Alexis Grigoropoulos, abattu par la police en 2008, à l'origine de bien des révoltes à Exarcheia... Face à tout cela, les habitant.es s'organisent en autogestion, des squats hébergent les exilé.es, ouvrent des cantines populaires et les militants antifascistes combattent dans la rue les groupuscules fascistes et leurs complices policiers.

Ce quartier, c'est avant tout une utopie en lutte contre un pouvoir autoritaire et fascisant.

CGT 38

«La démocratie n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité»

Albert Camus



**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**

Crédit photo : AGE / Photonostop

En santé, la Macif s'engage pour favoriser l'accès aux soins à tous.

En plaçant la santé au cœur de sa vision mutualiste, la Macif défend un accès aux soins sans sélection médicale et sans garanties gadget. Être adhérent d'un contrat santé de la Macif, c'est disposer d'une couverture complète et accessible.

Particuliers, professionnels, petites et grandes entreprises, si vous partagez les mêmes valeurs, rejoignez-nous !

Plus d'information sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



Essentiel pour moi



Les contrats santé proposés par la Macif sont assurés par des mutuelles relevant du Livre II du code de la mutualité et adhérentes à la Mutualité Française ou par des institutions de prévoyance régies par le Livre XI du code de la sécurité sociale.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.